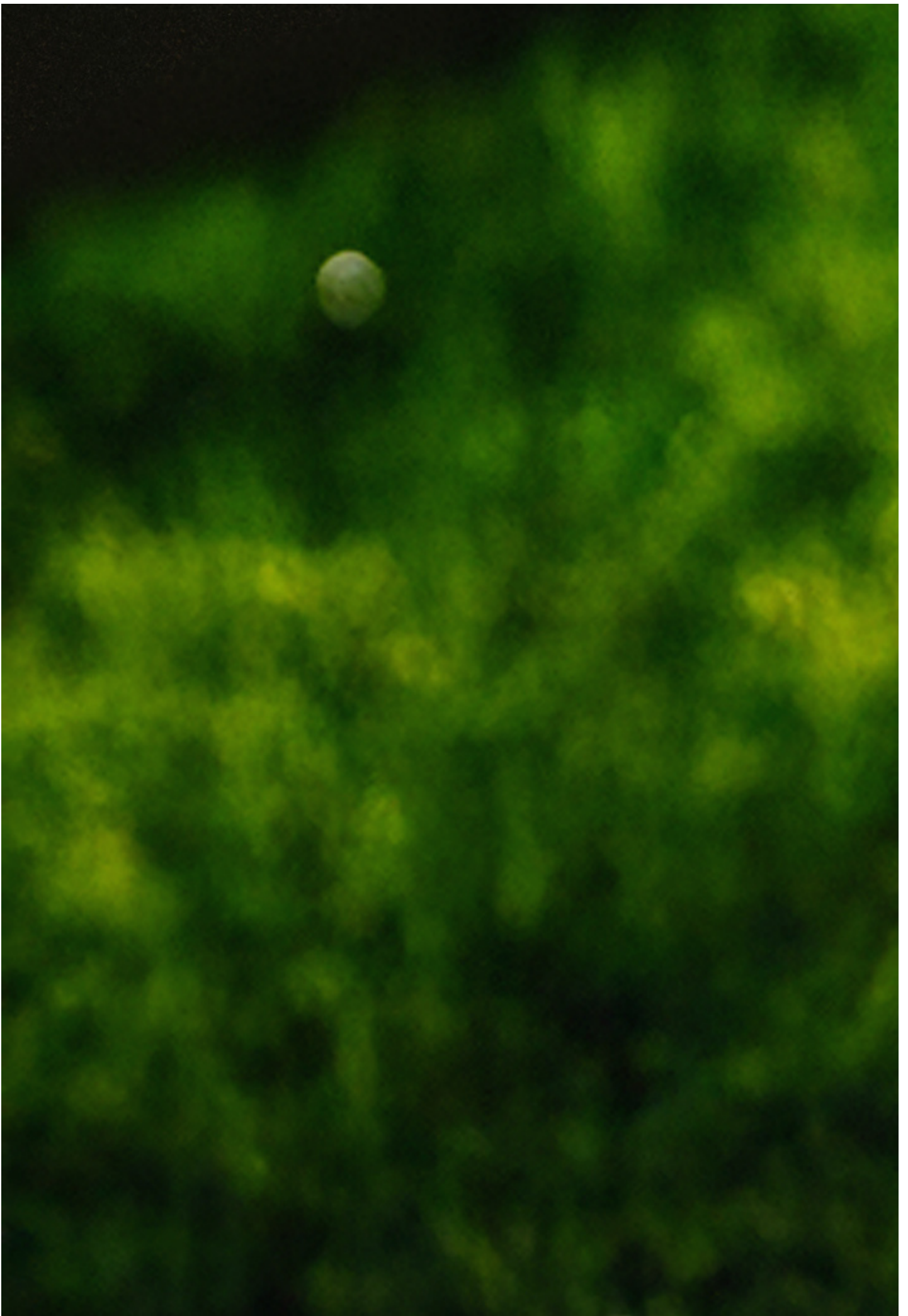


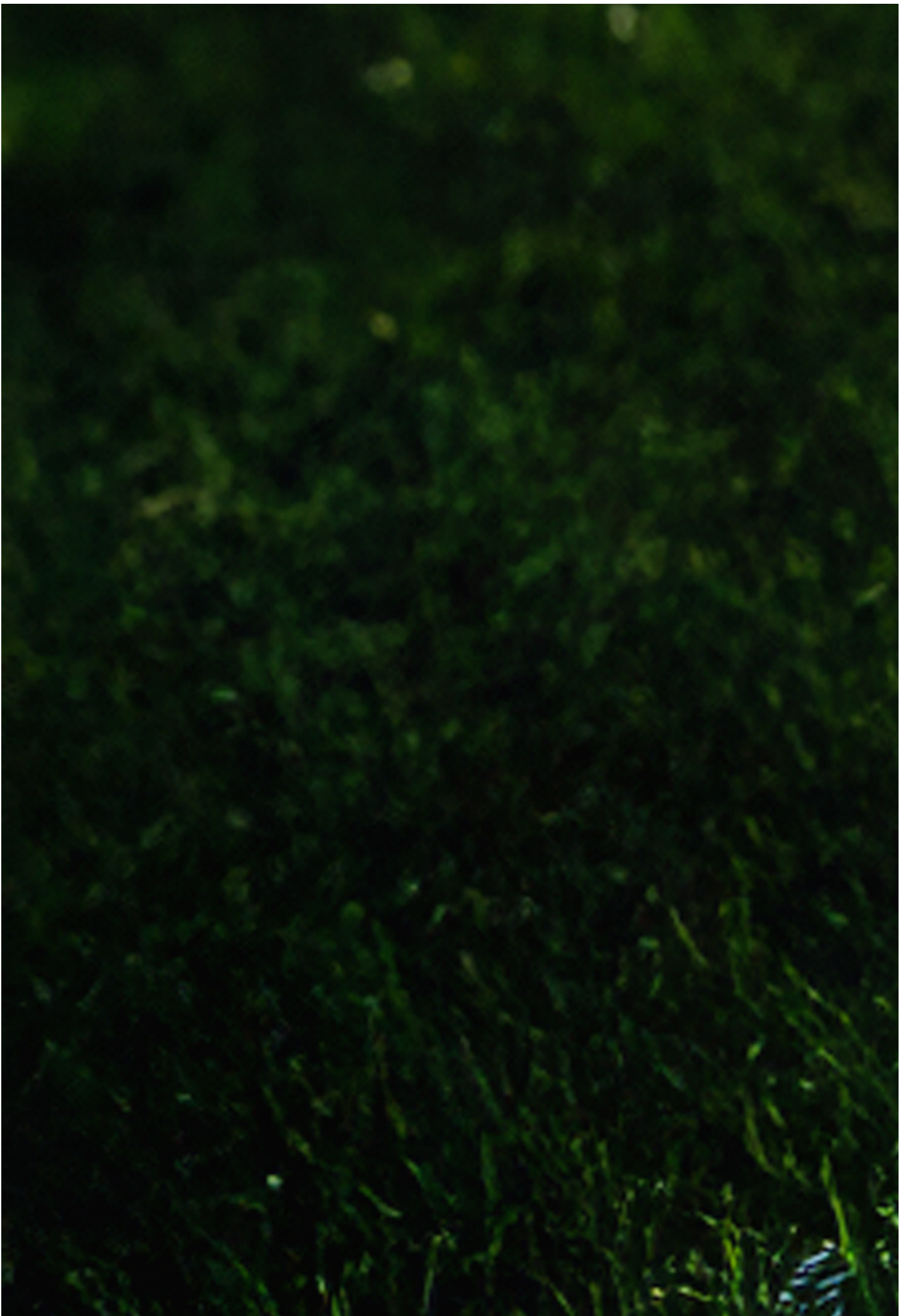
La Coupe du monde 2026 est le « joyau » de la FIFA

Richard Duhautois, Cnam et Luc Arrondel, Paris School of Economics – École d'économie de Paris

Publié le 7 juillet 2026 – Mis à jour le 7 juillet 2026

La 23e Coupe du monde de l'histoire devrait rapporter 9 milliards de dollars à la Fédération internationale de football association (FIFA). Mais comment se rémunère-t-elle ? Qu'en est-il de son modèle économique depuis sa création en 1904 ?







L'objectif de la FIFA est de redistribuer une majeure partie des revenus aux fédérations nationales. Avec succès ?

La Fédération internationale de football association (FIFA), fondée en 1904, est l'instance dirigeante du football mondial. Organisation à but non lucratif, elle a pour vocation principale de gérer et de développer le football dans le monde.

L'essentiel de ses revenus provient de la Coupe du monde, créée en 1928, sous l'impulsion de son président [Jules Rimet](#) (1873-1956), qui a lieu tous les quatre ans. Concrètement, la FIFA a une situation de monopole pour vendre le droit d'organiser la Coupe du monde à une ou plusieurs fédérations nationales.

L'évènement planétaire représente 80 % de ses revenus, séparés en trois postes : la billetterie, les droits de diffusion audiovisuelle et les revenus commerciaux comme le sponsoring.

Pour mesurer le prix de cette couronne, nous nous sommes intéressés aux différents budgets des Coupes du monde et leur rentabilité dans notre [article](#), publié dans la revue *Football(s)*, « La Coupe du monde de football : la bonne affaire ? ».

De 13 à 200 équipes

La première Coupe du monde a lieu en 1930 ; elle est organisée et remportée par l'Uruguay. Cette première compétition consiste en un seul tournoi final de 13 équipes. Elle est ensuite élargie à 16 équipes qualifiées lors des phases éliminatoires, puis à 24 en 1982 et à 32 en 1998.

La Coupe du monde 2026 en Amérique du Nord concerne 48 équipes. Si le nombre d'équipes du tournoi final est limité, toutes les nations membres de la FIFA peuvent participer à la phase de qualification. Le nombre de participants n'a cessé de croître au cours de l'histoire de la Coupe : d'une trentaine en 1934 en Italie, il atteint aujourd'hui plus de 200 équipes appartenant aux six confédérations continentales.

Après la Seconde Guerre mondiale et surtout à partir des années 1960, la Coupe du monde connaît une très forte croissance en matière de diffusion, de notoriété sportive, d'enjeu social et d'activité économique. La compétition devient un évènement global, bénéficiant d'une diffusion planétaire.

Plus de 80 % des revenus provenant de la Coupe du monde

Concernant les revenus de la Coupe du monde, la billetterie constitue la quasi-totalité des ressources de la FIFA jusqu'à la Coupe du monde 1950, au Brésil. Les innovations technologiques des années 1950 et 1960 en matière de retransmission permettent à la FIFA de diversifier son modèle économique même s'il a mis du temps à être rentable. La Coupe du monde de 1954 en Suisse est la première à être télévisée.

La [Coupe du monde de 1966](#) en Angleterre, retransmise dans 75 pays, est négociée à hauteur de 350 743 livres sterling, soit environ 5,5 millions d'euros actuels, pour des revenus de billetterie de l'ordre de 1,75 million de livres sterling (27,5 millions d'euros actuels). Quatre cents millions de personnes suivent à la télévision la finale entre l'Angleterre et la République fédérale d'Allemagne, soit plus que l'alunissage d'Apollo 11 en 1969.

Même si des revenus commerciaux sont générés dès les premières Coupes du monde, il faut attendre les années 1970 pour qu'ils augmentent. Entre la Coupe du monde 1974 et celle de 1998, les revenus sont passés de 135 millions à 481 millions d'euros.

Le budget de l'événement [explose en 2002](#) puisqu'il a été multiplié par cinq par rapport à celui de 1998, une progression s'expliquant notamment par la forte croissance des droits de diffusion audiovisuelle – représentant plus de 50 % des recettes. Cette augmentation se poursuit après 2002, le tournoi du Qatar (2022) dépassant les 5,5 milliards d'euros, soit plus de trois fois le budget de 2002.

Et depuis 2002, plus de 80 % des revenus totaux de la FIFA sur les cycles de quatre ans proviennent des recettes liées à la Coupe du monde.

Droits de diffusion audiovisuelle et recettes des matchs

Rétrospectivement, on observe la même tendance dans l'[évolution de la structure des budgets](#) de la Coupe du monde que dans celle des ligues du Big 5 à partir des années 1990 – la Premier League britannique, la Bundesliga allemande, la Liga espagnole, la Serie A italienne et la Ligue 1 française.

Une part de plus en plus importante du modèle économique dépend des droits de retransmission, *a contrario* de la billetterie, comme nous le soulignons dans notre livre [Foot Business. Les Trente Glorieuses](#).

Le tournoi nord-américain Mexique-Canada-États-Unis devrait battre un nouveau record puisque la FIFA prévoit des revenus de l'ordre de 9 milliards de dollars états-uniens. Les droits TV devraient augmenter d'environ 35 % – avec plus de participants attendus –, mais surtout les recettes les jours de matchs – billetterie et hospitalités – rapporteraient trois fois plus qu'au Qatar, bénéficiant de l'environnement et des conditions du marché américain – plateforme légale de revente, tarification dynamique ou exploitation commerciale des stades à grande capacité.

Moins rentable que la NFL

Même si ces sommes semblent importantes et sous le feu des critiques, elles doivent être relativisées. Quand on parle d'une Coupe du monde, on fait référence à un événement planétaire dont la finale est regardée par une grande partie de l'humanité : 5 milliards de téléspectateurs ont regardé au moins une minute du tournoi qatari et 1,5 milliard ont assisté à la victoire de l'Argentine lors de la finale.

Pourtant, la FIFA est très loin de rivaliser financièrement avec les grandes multinationales. Le budget de la Coupe du monde 2026 est cinq fois inférieur au chiffre d'affaires annuel du principal équipementier sportif de l'événement. C'est aussi beaucoup moins que les revenus annuels de la National Football League (NFL) – [23 milliards de dollars](#) –, le championnat de football (soccer) américain, pour un événement principalement nord-américain.

L'exclusivité des droits de propriété de la compétition

La Coupe du monde de la FIFA dégage des profits depuis la première édition de 1930 ; cette marge bénéficiaire est de plus en plus importante. La rentabilité du tournoi a suivi la même tendance que celle des revenus : des bénéfices relativement modestes avant 2002 à des excédents conséquents, qui se comptent en milliards de dollars, à partir des années 2000. Le tournoi le plus lucratif reste à ce jour celui de la Russie, qui a dégagé un excédent de plus de [3,5 milliards d'euros](#).

La Coupe du monde est, aujourd'hui, vraisemblablement devenue l'un des événements les plus profitables au monde.

La popularité grandissante du football, notamment sur certains marchés continentaux comme l'Asie, et le fait que la FIFA dispose de l'exclusivité des droits de propriété de la compétition lui assure des revenus de plus en plus imposants. Simultanément, du côté des dépenses, sa position de monopole permet à la FIFA de transférer une grande partie des coûts associés à l'événement sur le pays hôte, les candidats à l'organisation étant légion.

Faire ruisseler l'argent du foot d'en haut sur le foot d'en bas

Pendant la compétition, les salaires des joueurs internationaux continuent d'être payés [en grande partie](#) par leurs clubs et les quelques coûts salariaux supplémentaires, liés au tournoi, sont supportés par les fédérations nationales. Les joueurs, même les [superstars](#), acceptent de participer à la Coupe pour des raisons autres que pécuniaires : ambition sportive, patriotisme ou notoriété.

Cependant, cette année, 311 millions d'euros seront redistribués aux clubs de football. Les coûts les plus importants pour les infrastructures sportives, la logistique et la sécurité sont supportés financièrement par le comité d'organisation local. Ils sont souvent financés par les fonds publics du pays hôte.

